

PLAN GENERAL

Introduction	p. 3
Partie I - La logique de la protection sociale	p. 7
Section I - Le système français de protection sociale	p. 7
I. Le système de Sécurité sociale	p. 7
II. Le système d'Aide Sociale	p. 8
III. Les prestations complémentaires offertes par les mutuelles	p. 8
Section II - La sécurité sociale	p. 9
I. L'assurance maladie	p. 9
A. Généralités	p. 9
1. Les objectifs de l'assurance maladie	p. 9
2. Les bénéficiaires	p. 9
3. La couverture maladie universelle (CMU)	p. 10
B. Les prestations	p. 10
1. Les indemnités journalières	p. 10
2. Le remboursement des frais de soins	p. 10
3. La prise en charge de l'appareillage	p. 11
4. La prise en charge des fauteuils roulants	p. 11
5. Les frais hospitaliers	p. 12
II. L'assurance invalidité	p. 12
Section III - L'Aide Sociale	p. 14
I. Les principes de l'Aide Sociale : Cadre général	p. 14
A. Présentation de la demande d'admission à l'aide sociale	p. 14
1. Le dépôt de la demande	p. 14
2. Les éléments constitutifs du dossier	p. 14
3. La transmission du dossier	p. 15
B. Examen de la demande par la commission à l'aide sociale	p. 15
1. La résidence	p. 15
2. L'examen des conditions de ressources	p. 16
3. L'obligation alimentaire	p. 16

C. La révision des décisions d'admission à l'Aide Sociale et les voies de recours contentieuses	p. 17
1. La révision des décisions d'admission à l'Aide Sociale	p. 17
2. Les recours contentieux formés contre les décisions des commissions d'admission	p. 17
II. Les diverses allocations aux personnes handicapées	p. 18
A. Les aides accordées aux parents d'enfants handicapés	p. 18
1. L'allocation d'éducation spéciale (AES)	p. 18
2. Procédure d'attribution de l'AES	p. 19
3. Les compléments d'AES	p. 19
4. L'Allocation de présence parentale (APP)	p. 21
5. Allocations supplémentaires versées aux agents de l'Etat	p. 22
B. Les aides accordées aux adultes handicapés	p. 22
1. L'allocation aux adultes handicapés (AAH)	p. 22
2. L'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP)	p. 26
3. La garantie de ressources pour les personnes handicapées	p. 29
C. Les aides accordées aux adultes handicapés après l'âge de 60 ans	p. 30
1. L'allocation personnalisée d'autonomie (APA)	p. 30
2. L'allocation différentielle	p. 31
D. Les prestations diverses	p. 31
1. Allocations complémentaires	p. 31
2. Frais de transport sanitaire	p. 31
E. La prestation de compensation	p. 32
Section IV - La problématique de la récupération de l'aide sociale	p. 34
I. Présentation de la récupération de l'Aide Sociale	p. 34
A. Le recours en récupération	p. 34
B. Les prestations non récupérables	p. 35
C. Les prestations récupérables	p. 35
D. Les récentes évolutions des règles de récupération de l'Aide Sociale	p. 35
II. La procédure de récupération	p. 37
A. La décision de récupérer	p. 37

B. Les recours en récupération	p. 37
III. La répétition	p. 37
A. Règles générales	p. 38
B. Actions en responsabilité	p. 38
IV. Les pouvoirs de modération ou de remise du juge	p. 38
A. La récupération	p. 38
B. La répétition	p. 39
Partie II – La logique financière	p. 40
Section I – La logique de la capitalisation : les différents placements financiers destinés à améliorer l’autonomie financière de la personne handicapée	p. 40
I. Les critères de choix des produits	p. 40
A. Les incidences sur les avantages sociaux	p. 40
B. Le risque	p. 40
C. La fiscalité	p. 41
D. La disponibilité du placement	p. 41
E. Le rendement du placement	p. 41
II. Les différents produits proposés	p. 41
A. Les comptes sur livret	p. 41
1. Présentation	p. 41
2. Incidences sur l’Aide Sociale	p. 43
B. Les placements collectifs (OPCVM)	p. 43
1. Présentation	p. 43
2. Plus values de valeurs mobilières et incidences sur AAH/AC	p. 44
3. Revenus des valeurs mobilières et incidences sur AAH/AC	p. 44
C. Les enveloppes fiscales : l’exemple du PEA	p. 44
1. Présentation	p. 44
2. Régime fiscal	p. 45

a. en l'absence de retraits	p. 45
b. en cas de retraits	p. 45
c. sortie en rente viagère	p. 46
3. Incidences sur AAH/AC	p. 46
Section II - La logique de l'assurance	p. 47
Sous- section I- Présentation civile et fiscale de l'assurance-vie	p. 47
I. Régime juridique de l'assurance-vie	p. 47
A. Le majeur protégé bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie	p. 48
B. La constitution de l'épargne	p. 49
1. La souscription du contrat	p. 49
2. Le fonctionnement du contrat	p. 50
C. Les différents frais	p. 51
1. Les frais de souscription	p. 51
2. Les frais de gestion	p. 51
D. Supports de souscription	p. 52
E. Les contrats DSK	p. 52
F. La disponibilité de l'épargne, objet du contrat d'assurance-vie	p. 53
1. L'avance	p. 53
2. Le rachat total ou partiel du contrat d'assurance-vie	p. 53
G. La sortie du contrat d'assurance-vie	p. 54
1. Le régime de la sortie en capital	p. 54
2. Le régime de la sortie en rente viagère	p. 54
3. Formules mixtes	p. 55
H. L'aspect successoral du contrat d'assurance-vie	p. 55
II. Régime fiscal de l'assurance-vie	p. 56
A. Régime fiscal en cas de sortie ou de rachat partiel	p. 57
1. Sortie ou rachat partiel avant huit ans	p. 57
2. Sortie ou rachat partiel après huit ans	p. 57
3. Le régime fiscal de la sortie en rente viagère	p. 58
4. Modalités d'imposition des produits	p. 58
5. Contrats DSK	p. 59

B. Fiscalité applicable en cas de sortie du contrat par décès	p. 60
1. Régime d'imposition de l'article 757B du CGI	p. 60
2. Régime d'imposition de l'article 990 I du CGI	p. 60
Sous- section II. Spécificités en présence d'une personne handicapée mentale	p. 61
I. Les contrats spécialement dédiés aux majeurs protégés handicapés	p. 61
A. Le contrat de rente-survie	p. 62
1. Les conditions d'adhésion	p. 62
a. Quant à l'assuré	p. 62
b. Quant au bénéficiaire	p. 62
2. Le choix du contrat	p. 62
3. Les caractéristiques du contrat de rente-survie	p. 63
a. Un contrat stable	p. 63
b. Un contrat souple	p. 63
4. Le régime social du contrat de rente-survie	p. 64
5. Le régime fiscal du contrat de rente-survie	p. 65
a. La réduction d'impôt sur le revenu.	p. 65
b. L'imposition de la rente	p. 65
c. Les droits de succession	p. 65
6. Le problème de la comptabilisation dans la succession des parents de l'effort financier accompli dans le cadre de la rente-survie	p. 66
a. Inclure les primes d'assurance dans une donation-partage	p. 66
b. Le rapport des primes à la succession par le biais de clauses bénéficiaires adaptées	p. 67
B. Le contrat d'épargne handicap	p. 67
1. Régime juridique	p. 67
2. Régime social	p. 68
3. Régime fiscal	p. 68
II. L'importance de la rédaction de la clause bénéficiaire : la clause Démembrée	p. 69

Partie III - Les logiques du droit privé	p. 72
Section I - La logique matrimoniale	p. 72
Section II - La logique successorale	p. 74
I. Les substitutions	p. 75
A. Analyse civile des substitutions	p. 75
1. Prohibition de la substitution dite « fidei commissaire »	p. 75
2. Substitutions autorisée	p. 76
a. Présentation générale	p. 76
b. La substitution vulgaire	p. 78
c. Double legs conditionnel	p. 78
B. Analyse fiscale des substitutions	p. 79
II. La fiducie	p. 80
A. Notion de propriété fiduciaire	p. 81
1. Contenu	p. 81
2. Caractères	p. 82
B. Organisation de la propriété fiduciaire	p. 82
1. Risque de conflits entre fiduciaire et fiduciaire	p. 82
2. Risque de confusion chez les tiers	p. 83
C. Introduction de la notion de fiducie en droit français	p. 83
D. Institutions civiles se rapprochant de la fiducie	p. 83
1. Les donations à charge de redonner	p. 83
2. Le quasi-usufruit sur valeurs mobilières	p. 85
E. Développement des mécanismes fiduciaires en droit français	p. 86
1. La Fondation de France	p. 86
2. Les Apports associatifs	p. 87
III. Libéralités utilisant le démembrement de propriété	p. 87
A. Usufruit successif	p. 87
1. Analyse juridique	p. 88

2. Analyse fiscale	p. 88
3. Perspectives patrimoniales en présence d'une personne handicapée mentale	p. 89
B. Double libéralité d'usufruit et de nu-propriété	p. 90
1. Régime juridique	p. 90
2. Régime fiscal	p. 90
IV. Libéralités n'imposant pas au gratifié la charge de conserver et de rendre	p. 90
A. Analyse civile du legs <i>de residuo</i>	p. 92
B. Analyse fiscale du legs <i>de residuo</i>	p. 98
V. Les libéralités assorties de charges	p. 99
A. L'enjeu de l'évaluation de la charge sur la qualification Juridique	p. 99
B. Les conditions impossibles, illicites ou immorales	p. 100
C. Révision judiciaire des charges et conditions	p. 100
Section III - La logique sociétaire	p. 101
I. Les avantages de l'utilisation de la forme sociétaire	p. 101
A. Les avantages fiscaux	p. 101
B. Les autres avantages	p. 102
II. Utilisation de la forme sociale en présence d'une personne handicapée mentale	p. 102
A. La société face aux valeurs mobilières	p. 103
B. La société face aux immeubles	p. 104
C. La société face au fonds de commerce	p. 105
D. La société face à l'entreprise	p. 106
Cas Pratiques – Pistes de réflexion	p. 108
Cas n°1: "Tout faire pour l'enfant handicapé "	p. 109
Cas n°2: "Tout faire pour l'enfant handicapé et avantager l'association	

qui l'a pris en charge"	p. 110
Cas n°3: " Concilier la protection de l'enfant handicapé et la transmission de l'entreprise familiale"	p. 111
Cas n°4: "Assurer le minimum à l'enfant handicapé"	p. 113
Cas n°5: "Protéger la personne handicapée et ses enfants"	p. 114
Bibliographie	p.115